

# L'aéroport en modernisation (page 3)



Une équipe des techniciens de l'entreprise chinoise de construction SHANGHAI BOAYE GROUP CORP LMT chargé de réhabiliter l'aéroport a été accueilli par la direction générale de l'Autorité de l'Aviation Civile du Burundi (AACB).

## AGRICULTURE



Saisons culturelles 2024 A et B

La moisson est bonne, mais la gestion ...  
[\(page 2\)](#)

## ENVIRONNEMENT



Victimes des inondations

Prêter main forte aux victimes des inondations, une priorité. [\(page 4\)](#)

## SPORT



Eliminatoires du Mondial 2026

Le Burundi fait mieux contre le Kenya et les Seychelles [\(page 7\)](#)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

# Editorial Une industrie vacillante



Benjamin Kuriyo,  
Directeur de publication

des produits stratégiques sur le marché local.

Par effet de contagion, les produits importés plongent le pays dans une spirale inflationniste. En quelque sorte, la dépréciation continue du FBU atténue l'impact des réformes macroéconomiques déjà initiées. Certes, l'inflation affiche une tendance baissière depuis le début de l'année, passant de 17% à 12% entre janvier et avril 2024, selon les données officielles. Cependant, cette baisse n'est pas ressentie chez les consommateurs qui assistent à la flambée des prix des denrées alimentaires. L'année dernière, l'inflation moyenne annuelle était de 27%.

Au lendemain de la présentation du rapport du comité de politique monétaire du premier trimestre de l'année 2024, la

société civile invite l'autorité de régulation à prendre ses responsabilités au niveau de la bonne gestion des devises et à prioriser l'importation des produits stratégiques comme le carburant. Pour plus de transparence sur la gestion du peu de devises disponibles, l'Ong PARCEM suggère la publication régulière des rapports sur l'affectation des devises. Elle remet en question l'indépendance de la Banque centrale dans son fonctionnement.

La crise des hydrocarbures perdure et affecte les autres secteurs notamment le commerce, les transports, la construction et l'industrie. Depuis des mois, le gouvernement tente d'apporter des réponses à cette problématique, mais les stations-service restent à sec. La nouvelle société pétrolière du

Burundi n'a pas jusque-là réussi à maîtriser les perturbations dans l'approvisionnement du carburant. Le porte-parole du ministère en charge de l'énergie affirme à demi-mot que les quantités importées restent inférieures à la demande (plus de 30 millions de litres par mois). Entretemps, le gouvernement vient de revoir à la hausse la taxe carburant qui augmente de 75 FBU par litre de carburant vendu.

La disponibilité des devises est indispensable pour financer l'approvisionnement des entreprises locales en matière premières. La cherté des devises influe sur les coûts de production. Raison pour laquelle les industries locales ont révisé à la hausse leurs tarifs après la dévaluation de la monnaie burundaise de 30%. Les industriels révisent

les prix régulièrement pour trouver un juste équilibre entre les coûts de production et les prix qui ne dissuadent pas les consommateurs au risque d'accumuler les invendus.

Le géant de l'industrie brassicole (Brarudi) a revu les prix de ses boissons à la hausse. Une hausse liée à l'augmentation des coûts de production (matières premières, emballages et la logistique (coûts de transport), selon un communiqué de presse du 1er juin.

La balance commerciale du pays reste très déficitaire. Les recettes d'exportation oscillent autour de 206 millions USD alors que le pays a dépensé 1,2 milliards USD pour financer les importations. Les autorités s'activent à booster les exportations en vue de redresser l'économie nationale.

La dépréciation continue du FBU fragilise davantage l'économie nationale. Le marché de change s'affole avec d'intenses spéculations autour du billet vert. La valeur du dollar frôle les 6000 FBU, soit une prime de change de plus de 100%. Par conséquent, la pénurie criante des devises est à l'origine de la flambée des prix et de la rareté

## AGRICULTURE

### Evaluation des saisons culturales 2024 A et B

# La moisson est bonne, mais la gestion ...

Dans un point de presse sur l'évaluation des saisons culturales A et B animé samedi le 8 juin 2024, Prosper Dodiko, ministre ayant l'agriculture dans ses attributions indique que le pays a connu un surplus de production du maïs. Alors que la collecte du maïs n'est pas terminée, les acteurs impliqués sont appelés à garder la vigilance pour éviter la pourriture de ce produit stocké dans des hangars.



Prosper Dodiko, ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage : « Nous pouvons confirmer sans nous tromper qu'au Burundi, nous avons eu un surplus de production du maïs ».

« De tout cela nous pouvons confirmer sans nous tromper qu'au Burundi, nous avons eu un surplus de production du maïs », a-t-il conclu.

**Que les acteurs impliqués dans la campagne d'achat des grains de maïs soient vigilants**

Cependant, il est évident que les intervenants dans le processus de gestion de la production agricole dont l'Agence Nationale de Gestion du Stock Stratégique (Anagessa) n'étaient pas prêts pour assurer la bonne gestion de cette récolte. A titre illustratif, dans une réunion qui s'est tenue mercredi le 5 juin 2024 au chef-lieu de la province Ngozi avec tous les administrateurs provinciaux et les acteurs impliqués dans la campagne d'achat du maïs, le premier ministre Gervais Ndirakobuca a dû suspendre la relance de la campagne d'achat des grains de maïs suite au

manque d'équipements et de produits chimiques. Cela pour que la pourriture des grains de maïs stockés dans des hangars observée en 2022 ne soit pas rééditée. Ainsi, il a alerté tous ces acteurs.

« Tout acteur que ce soit les autorités administratives communales, provinciales et les agents du ministère ayant l'agriculture et l'élevage dans ses attributions qui s'implique dans ce processus d'achat du maïs qui n'est pas vigilant pendant cette période, son cœur ne fonctionne plus », a-t-il indiqué avant de faire savoir que le gouvernement du Burundi a déjà engagé plus de 68 milliards de FBU dans l'achat des grains de maïs cette année seulement.

Selon le premier ministre Ndirakobuca, les responsables impliqués dans l'achat de la récolte du maïs font face à un test de leur responsabilité une fois qu'il y aura la pourriture de ce produit due à la mauvaise gestion de la récolte. Il a indiqué : « Nous serons

tous excommuniés par la société Burundaise »

Pour cela, il a ordonné que le 10 juin 2024 soit le délai limite pour les acteurs qui participent à la campagne d'achat du maïs de relever tous les défis qui bloquent le bon déroulement de cette activité. Le premier ministre Ndirakobuca a profité de cette occasion pour annoncer que les acteurs non vigilants seront sévèrement punis.

**L'exportation ou la transformation de maïs ne pourrait-il pas diminuer les risques de la pourriture de la récolte ?**

Le gouvernement burundais fournit d'efforts dans l'augmentation de la production agricole, mais cette politique devrait être accompagnée par un système de gestion de la récolte, car la mauvaise gestion de la production peut aussi handicaper la résilience des ménages. Des recherches effectuées par la Plateforme de Gestion des Risques Agricoles (PARM) sur la culture de maïs ont révélé que le maïs est une production vivrière en hausse et qui devient de plus en plus le revenu des agriculteurs. Cependant, cette plateforme indique que la culture du maïs présente un certain nombre de risques qui empêchent les maïsiculteurs d'être résilients. PARM indique qu'en cas de surproduction, la mauvaise gestion

de la récolte entraîne parfois la pourriture, le gaspillage ou la rupture des prix sur le marché. Il faudra alors recourir aux industries de transformations des grains de maïs ou chercher le marché à l'étranger.

Toutefois, l'exportation des produits burundais n'est pas en elle-même fiable. Elle se heurte à beaucoup de barrières. Denis Nshimirimana, secrétaire général de la Chambre Fédérale de Commerce et d'Industrie du Burundi (CFCIB) répertorie certains défis à relever dans le domaine de l'exportation au Burundi, notamment une lacune énorme au niveau des statistiques sur la production. Selon lui, un opérateur économique hésite mille fois avant de s'engager à exporter un produit dont il ignore la production annuelle en quantité et en qualité.

Il recommande aussi la promotion d'une culture d'affaires « business mind » pour chercher la clientèle à l'étranger du Burundi. L'exportation des produits agricoles du Burundi fait aussi face à l'insuffisance des infrastructures logistiques et à un processus de demande d'autorisation d'exportation très long. La relève de ces défis pourrait augurer de nouveaux horizons qui facilitent l'exportation des produits agricoles.

Méchaël Tuyubahe

« Actuellement, nous avons déjà collecté plus de 37000 tonnes de grains de maïs secs et la capacité des hangars situés au niveau des communes a été dépassée, nous obligeant ainsi à arrêter momentanément l'achat » a indiqué Prosper Dodiko, le ministre de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage au cours d'un point de presse sur l'évaluation de la saison culturale 2024 A et de la saison culturale 2024 B animé ce samedi le 8 juin 2024. Le ministre Dodiko fait savoir aussi que le sondage effectué par les administratifs révèle que plus de 40.000 tonnes restent à acheter.

**BurundiEco**  
Hébergement socio-économique gratuit

C. d'Uvira à 400m de l'ex-BINUB dans les enceintes de Hope Design Imprimerie

Référence CNC : 100/CNC/236/2012  
Parution le vendredi  
Directeur de publication et Rédacteur en chef : Benjamin Kuriyo  
Rédacteur en chef adjoint : Mélance Maniragaba  
Service commercial : +257 22 277868 / 65800014

Taux de change du 14 Juin 2024		
	Marché officiel	
Monnaies étrangères	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2859	2905
Euro	3069	3119
Shi. Kenyan	22,2949	22,6545
Shi. Tanzanien	1,0934	1,1111
Shi. Ougandais	0,7666	0,7789
Fr Rwandais	2,1954	2,2308

Sources : BRB/www.brb.bi

# L'aéroport international Melchior Ndadaye en rénovation

Dans le cadre du Projet de réhabilitation, d'extension et de la modernisation de l'aéroport international Melchior Ndadaye, trois travaux sont en cours d'exécution. Cela au moment où la primature avait annoncé en février 2023 que même si les aides traînent, le gouvernement était prêt à réhabiliter dans l'urgence les pistes de l'aéroport



Trois travaux sont en cours d'exécution par l'Agence Routière du Burundi (ARB) dans le cadre du projet de réhabilitation, d'extension et de la modernisation de l'aéroport international Melchior Ndadaye

Trois travaux sont en cours d'exécution par l'Agence Routière du Burundi (ARB) dans le cadre du projet de réhabilitation, d'extension et de la modernisation de l'aéroport international Melchior Ndadaye, à savoir : l'aménagement d'une piste d'accès menant vers la base vie, le terrassement d'un terrain où sera érigée la base vie de l'entreprise et le terrassement d'un terrain où sera construite la tour de contrôle. Cela est publié sur le compte twitter de l'ARB.

Et de renchérir : « Le taux d'avancement global des travaux est de 50% ». Le coût global pour ces trois travaux est de 380.562.289 FBu et la durée d'exécution de ce projet est de 36 mois.

Dans le même ordre d'idée,

une équipe des techniciens de l'entreprise chinoise de construction SHANGHAI BOAYE GROUP CORP LMT chargé de réhabiliter l'aéroport a été accueilli par la direction générale de l'Autorité de l'Aviation Civile du Burundi (AACB).

L'Onatel est également à l'œuvre pour l'extension de sa technologie fibre optique le long de la route Bujumbura vers l'aéroport.

## Aéroport international Melchior Ndadaye, la seule plateforme nationale

L'aéroport international Melchior Ndadaye est le seul aéroport international que détient le pays. Plusieurs compagnies desservent le pays via cet aéroport notamment, Brussels Airlines, Ethiopian

Airlines, Kenya Airways, RwandAir, Air Tanzania et Uganda Airlines. Les vols varient selon les jours et les compagnies.

Dans le rapport présenté en février 2023, Gervais Ndirakobuca, premier ministre de la République du Burundi avait déclaré devant le Parlement réuni en congrès sur les fonds propres du gouvernement, les travaux d'urgence pour la

réhabilitation des pistes de l'aéroport international Melchior Ndadaye devaient commencer d'ici peu. Cela après avoir constaté des retards dans la réalisation de certains projets suite au retard, à la traîne ou aux financements qui ne viennent pas.

En janvier 2020, le gouvernement avait informé qu'il venait de bénéficier d'un financement par un don chinois pour la réhabilitation de la piste d'atterrissage et de la tour de contrôle de l'aéroport international Melchior Ndadaye.

## Des projets de construction des aéroports internationaux en attente de réalisation

Cependant, d'aucun s'interroge ce qui peut se passer si un problème comme le débordement des eaux du lac Tanganyika survient au seul aéroport international du pays. Qu'à cela ne tienne, un projet de construction d'un aéroport de relai de l'aéroport international Melchior Ndadaye à Bugendana avait été annoncé dans les années 2016. Ce projet n'a pas encore commencé.

De plus, en 2017, le conseil des ministres avait aussi analysé un projet de construction de l'aéroport international de Kabamba dans la commune Gashikanwa de la province de Ngozi.

Mélance Maniragaba

## COMMERCE

# La pénurie des produits BRARUDI persiste malgré la hausse de leurs prix

Depuis le mois d'avril 2024, la pénurie des boissons produites par la BRARUDI a probablement atteint son paroxysme. Les amateurs de la sainte mousse ont du mal à trouver de quoi étancher leur soif. Avec la hausse des prix de ces produits en vigueur depuis le 1er juin 2024, les consommateurs estimaient que la pénurie de ces produits allait toucher à sa fin, mais cela n'a pas été le cas.



La hausse des prix des boissons produites par la BRARUDI n'enraie pas leur pénurie

A partir du 1er juin 2024, la société brassicole BRARUDI a revu à la hausse les prix de ses produits. A titre d'illustration, le prix de vente de la Primus 72 cl est passé de 2200 FBu à 2500 FBu la bouteille, celui de l'Amstel 65 cl est passé de 3000 FBu à 3500 FBu la bouteille. Le prix des limonades est passé de 1500 FBu à 1600 FBu. Malgré tout, cela n'empêche pas que le coût des produits BRARUDI peut aller au-delà des prix officiels même dans les bars modestes à cause de leur pénurie.

La hausse des prix survient après que la pénurie des boissons de la BRARUDI était généralisée depuis plusieurs semaines. Même si la hausse des prix est défavorable aux consommateurs, ces derniers préfèrent que les boissons BRARUDI soient chères, mais soient disponibles sur le marché. « Je ne suis pas surpris de voir la BRARUDI revoir à la hausse les prix de ses

produits car, depuis plusieurs semaines, nous sommes habitués à les acheter à des prix très différents de ceux officiels. Leur rareté force le non-respect des prix officiels par les gestionnaires des bars », se lamente un jeune homme rencontré à la quatrième avenue de la zone urbaine de Bwiza dans la ville de Bujumbura.

## Quand les gérants des bars se lamentent au même titre que les clients

« Quand nous avons appris la hausse des prix des boissons produites par la BRARUDI, nous nous sommes dits que la pénurie de ces produits allait

toucher à sa fin. Malheureusement cela n'a pas été le cas », se lamente un détenteur de débit de boissons à Buyenzi (Bujumbura) qui s'est confié au micro de Burundi Eco sous couvert d'anonymat. Il affirme que la situation actuelle est identique à celle d'avant la hausse des prix des boissons de la BRARUDI. Il précise que dans son bar, il dispose très rarement de tous les produits de la BRARUDI. Souvent, les Primus sont disponibles alors que les Amstel tant convoités dans la ville de Bujumbura se raréfient jour après jour.

Pour se faire une idée de l'ampleur du problème, nous avons visité son bar dans l'avant-midi du jeudi le 7

juin 2024. A ce moment, au moins 20 caisses (casiers) de boissons vides étaient rangés dans la cour du bar. Pourquoi ? Parce que le gérant du bar ci-haut mentionné attendait que son fournisseur vienne les récupérer pour lui fournir plus tard les boissons. Mais il n'était guère optimiste. Il a précisé : « Mon fournisseur ne peut pas me satisfaire. Malgré qu'il prenne mes "casiers", il ne peut pas me donner la quantité de bière dont j'ai besoin ». Malgré tout, dans la soirée de jeudi, nous avons appris que le bar en question était fermé. Pourquoi ? Parce qu'il n'a reçu aucune bouteille de boissons à proposer à sa clientèle.

## Malgré tout, la production de la BRARUDI va crescendo chaque année

Dans les éditions antérieures de Burundi Eco, nous avons montré que malgré la pénurie des boissons de l'entreprise BRARUDI, sa production a augmenté au cours des cinq dernières années selon les statistiques de la Banque de la République du Burundi (BRB) sur la production des principales industries locales. A titre illustratif, de 2019 à 2023, la production de la bière Amstel est passée de 677 mille à un million d'hectolitres. Au cours de cette même période, la production de la bière Primus est passée de 1,3 millions à 1,6 millions d'hectolitres.

Malgré les problèmes auxquels la BRARUDI fait face, elle contribue énormément à l'économie nationale. Pour l'exercice budgétaire 2020-2021, les entreprises dans lesquelles l'Etat détient des actions ont versé des dividendes équivalant à 31,1 milliards de FBu. Pourtant, la part de la BRARUDI était de 27 milliards de FBu, soit 86 %.

La pénurie des boissons de la BRARUDI est probablement synonyme de la diminution des recettes issues de la consommation de la bière. Pourquoi ? Parce que la BRARUDI est un des plus grands contribuables au trésor public. A titre illustratif, pour l'année budgétaire 2020-2021, la taxe sur la consommation de la bière a contribué à hauteur de 116,3 milliards de FBu aux recettes de l'Etat.

Gilbert Nkurunziza

# Prêter main forte aux victimes des inondations, une priorité

Les personnes touchées par les inondations et les glissements de terrains liés au phénomène climatique El Niño ont besoin d'une aide tant matérielle que financière pour leur survie. Des promesses émanant de différents partenaires au développement du Burundi fusent de partout pour leur prêter main-forte. Ils seront assistés avec un montant de plus de 100 millions de dollars américains



Les infrastructures publiques, à savoir : les écoles, les routes, les centres de santé, les maisons d'habitations ainsi que les terres agricoles ont été détruites ou irrémédiablement endommagées

Depuis septembre 2023 jusqu'au mois d'avril 2024, certains burundais ont vécu le calvaire suite aux pluies dévastatrices qui ont provoqué des dégâts considérables dans plusieurs régions du pays comme les inondations, les glissements de terrain et les pertes de vies humaines. Cela a affecté plus de 200 000 personnes. Les infrastructures publiques, à savoir : les écoles, les routes, les centres de santé, les maisons d'habitations ainsi que les terres agricoles ont été détruites ou irrémédiablement endommagées comme l'a affirmé le ministre de l'Intérieur, Martin Niteretse.

Cependant, à peu près 1 800 ménages habitant la zone Gatumba de la commune Mutimbuzi dans la province de Bujumbura sont contraints de déménager à cause des inondations provoquées par les fortes précipitations et l'élévation du niveau du lac Tanganyika. Parmi eux, 904 ménages sont déjà délocalisés et sont installés dans le site de Gisagara de la commune Mubimbi. «Ceux qui sont délocalisés jouissent d'une assistance vitale pour survivre comme la nourriture,

le logement. Un centre de santé y est aussi disponible. Les 153 élèves déplacés n'ont pas abandonné l'école, car ils ont obtenu des places dans les classes pour continuer leurs études.», a indiqué Anicet Nibaruta, président de la plateforme nationale de Prévention des Risques et de Gestion des catastrophes naturelles.

« Sur plus de 850 ménages touchés par les glissements de terrain, 498 ménages sont de la colline Gabaniro de la commune Muhuta dans la province de Rumonge. Ceux-ci doivent être localisés définitivement, car ils peuvent ne pas retourner dans leurs propriétés », a-t-il ajouté.

## Quid d'une mobilisation des partenaires ?

Pour assister et accompagner les personnes touchées par cette crise, la Banque Mondiale va octroyer une somme de 80 millions de dollars américains au gouvernement du Burundi. Selon le président de la plateforme nationale de Prévention des Risques et de Gestion des catastrophes naturelles Anicet Nibaruta, cette assistance va appuyer à peu près 250 mille ménages.

La Chine a aussi promis de fournir une assistance de 1 million de dollars américains. Dans celle-ci, 700 mille dollars américains seront

octroyés au gouvernement et le reste sera donné sous forme de riz. Cela a été annoncé vendredi le 7 juin 2024 par M. Nibaruta après une réunion tenue vendredi le 7 juin 2024 par le ministre de l'Intérieur et les partenaires œuvrant dans le domaine de la protection de l'environnement.

L'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique au Burundi a également annoncé qu'il va débloquer un montant de 1 million de dollars américains pour faire face à cette crise. Ce financement, fourni par l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID), garantira que les communautés affectées par les

récentes catastrophes naturelles reçoivent dès que possible une assistance vitale essentielle, notamment un abri, de l'argent et des articles ménagers dont elles

ont le plus besoin. Cette aide contribuera également à prévenir la propagation des maladies en fournissant de l'eau potable, de la nourriture, des produits d'assainissement et d'hygiène, une assistance médicale ainsi qu'une assistance pour l'installation des latrines.

M. Nibaruta a précisé que toutes ces assistances humanitaires concernent non seulement les victimes des inondations de Gatumba, mais aussi ceux qui vivent le long du Lac Tanganyika ainsi que ceux qui sont touchés par les glissements de terrain sur les collines Gabaniro, Kabezi, Sororezo, Nkenga-Busoro...

## Des fonds déjà débloqués

Ainsi, à travers l'Autorité du Lac Tanganyika, l'Union Européenne a déjà débloqué une somme de 31 millions de dollars américains pour l'exécution des travaux de protection des eaux du lac Tanganyika et celles du lac Kivu et en vue de soutenir plus de 3 600 personnes directement touchées par les inondations dans les provinces de Cibitoke, Bujumbura Mairie, Bujumbura Rural, Rumonge et Makamba.

Le gouvernement du Burundi par le biais du ministre de l'Intérieur et en partenariat avec l'Organisation des Nations Unies avait lancé un appel pour une assistance financière en vue de faire face aux effets néfastes des inondations causées par le phénomène climatique El Niño.

Aline Niyibigira

## EDUCATION

# Vers la mise en place de l'Ecole Nationale de la Protection Civile

Pour promouvoir la protection civile, le Burundi envisage la mise en place d'une Ecole Nationale de la Protection Civile. Cela, pour former ceux qui souhaitent renforcer leurs compétences dans ce domaine. Les étudiants de cette école seront recrutés parmi les lauréats des établissements post-fondamentaux, les représentants de différents secteurs qui recevront une formation professionnelle, etc.



Les missions des sapeurs-pompiers varient en fonction de leurs activités. Parmi celles-ci, il y a l'intervention en cas de risque d'incendie.

Le Burundi est confronté à des catastrophes naturelles d'origine humaine telles que les incendies, les accidents de la circulation, les inondations, les vents violents, les glissements de terrain, etc. Tous ces événements ont des conséquences néfastes sur les communautés, l'environnement et les infrastructures. Dans le but d'assurer la sécurité des personnes et des biens, le Burundi prévoit la mise en place d'une Ecole Nationale de la Protection Civile à Maramvya dans la commune Mutimbuzi de la province de Bujumbura.

Si rien ne change, cette école ouvrira ses portes en septembre 2025. Le ministère de l'Environnement, de l'Agriculture et de l'Elevage a déjà disponibilisé un terrain de cinq hectares à Maramvya pour la construction de ladite école. Un budget de 24 milliards de FBu est prévu pour boucler les travaux. De plus, l'Office Burundais de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Construction (OBUHA) a déjà réalisé des études sur ce projet, a indiqué Anicet Nibaruta, directeur

général de la Protection Civile et président de la Plateforme nationale de prévention des risques et de gestion des Catastrophes à l'occasion de la journée mondiale des pompiers célébrée le 4 mai de chaque année.

La protection civile vise à prévenir les risques de toutes sortes, notamment en informant et en alertant les populations ainsi qu'en protégeant les personnes, les biens et l'environnement contre

les accidents, les sinistres et les catastrophes grâce à la préparation et à la mise en œuvre des mesures et des moyens appropriés pour y parvenir.

## Qui fréquentera cette école ?

Le ministère de l'Intérieur, du Développement Communautaire et de la Sécurité Publique a constitué une équipe d'experts en éducation chargée d'étudier le fonctionnement de cette école, les étudiants qui y seront admis et les diplômés qui y seront diplômés, a indiqué Anicet Nibaruta.

Cette équipe a identifié trois catégories d'étudiants qui fréquenteront cette école en fonction de leur niveau d'études. Il s'agit notamment des lauréats des écoles post-fondamentales, des représentants des différents secteurs qui recevront une formation professionnelle et des universitaires poursuivant des études de master, a-t-il ajouté.

De plus, le décret présidentiel régissant le fonctionnement de l'école et les diplômés qui seront délivrés à ses lauréats est fin prêt.

## Missions des sapeurs-pompiers

Les sapeurs-pompiers sont formés pour faire face à divers risques et sont souvent sollicités dans des situations d'urgence. Ils travaillent en étroite collaboration avec d'autres intervenants tels que la police, les services de santé, les collectivités locales et les organismes de sécurité civile. Leur mission consiste à assurer la protection, le sauvetage et la lutte contre les incendies. En cas de risques, ils sont chargés de coordonner les secours et d'intervenir rapidement pour garantir la sécurité des personnes et des biens.

Selon Anicet Nibaruta, les sapeurs-pompiers ont différentes missions en fonction de leurs activités. Par exemple, certains sont chargés d'intervenir en cas d'incendie, d'autres interviennent en cas d'inondations, etc. Huit experts effectuent régulièrement des exercices liés aux interventions en cas de risques aquatiques. Ils peuvent intervenir jusqu'à une profondeur de 20 mètres. Cela au moment où dans d'autres pays les plongeurs les plus expérimentés peuvent descendre jusqu'à 40 mètres.

Jonathan Nzoyibonera

## Le ministère en charge du commerce engagé dans la promotion du commerce des services

Le gouvernement à travers le ministère en charge du commerce s'active à promouvoir le commerce des services. Il encourage ceux qui opèrent dans ce secteur à valoriser les services déjà existants et les invite même à penser à les exporter comme le font les autres pays



Mme Consolate Sibomana, directrice du commerce extérieur au ministère en charge du commerce

Le ministère en charge du commerce a organisé du 30 au 31 mai 2024 un atelier sur le commerce des services à l'endroit des jeunes et des femmes qui proviennent des provinces Cibitoke, Buzanza et Bujumbura.

Ils ont été formés sur les conditions, les critères et les stratégies d'accès au marché des services en vue de promouvoir leur exportation.

Selon Mme Consolate Sibomana, directrice du commerce extérieur au ministère en charge du commerce, l'objectif global est qu'ils puissent non seulement prospérer sur le marché national, mais également s'implanter avec succès sur la scène internationale.

Elle a fait savoir que le Burundi dispose d'un potentiel immense dans le domaine des services. On

cite à titre illustratif le secteur de la technologie de l'information, du tourisme, de la santé, de l'éducation, de la finance, du transport, de la construction, etc.

### Penser à exporter les services

Onésime Niyukuri, porte-parole du ministère en charge du commerce demande aux opérateurs

économiques de promouvoir le commerce des services jusque même à penser à leur exportation.

Selon lui, les portes de la Zone de Libre Echange Continentale Africaine (ZLECAF) sont ouvertes pour eux. Il donne à titre d'exemple ceux qui opèrent dans le secteur bancaire.

Pourquoi ils n'exportent pas leurs

services financiers comme l'ont fait la CRDB et KCB, s'interroge-t-il. Selon lui, la promotion du commerce des services est une nécessité, car ce secteur contribue beaucoup au développement du pays. Il crée beaucoup d'emplois et génère beaucoup de revenus.

Selon lui, la raison est que les Etats membres de l'Union africaine désirent exploiter le potentiel et les capacités des fournisseurs africains de services en particulier des micros, petites et moyennes entreprises afin de participer dans les chaînes de valeur régionales et mondiales.

Le but principal du protocole sur le commerce des services est de soutenir les objectifs de la Zlecaf, particulièrement à travers la création d'un marché unique et libéralisé du commerce des services.

Niyukuri fait savoir que le protocole sur le commerce des services au sein de la Zlecaf s'applique aux mesures prises par les Etats qui affectent le commerce des services.

Il s'agit donc des mesures prises par les gouvernements et administrations centraux, régionaux ou locaux des Etats parties. Il s'agit également des mesures prises par les organismes non gouvernementaux lorsqu'ils exercent des pouvoirs délégués par des gouvernements ou administrations centraux, régionaux ou locaux des Etats parties. Ainsi, précise-t-il, le but principal de ce protocole, est de soutenir les objectifs de la Zlecaf,

particulièrement à travers la création d'un marché unique et libéralisé du commerce des services.

Ce protocole se dote en outre de ses objectifs spécifiques. Parmi ceux-ci, il y a le renforcement de la compétitivité des services grâce aux économies d'échelle, à la réduction des coûts des affaires, à l'amélioration de l'accès au marché continental et à une meilleure affectation des ressources, notamment le développement des infrastructures liées au commerce.

Les participants à cet atelier ont remercié le gouvernement d'avoir pensé à promouvoir le commerce des services.

Pourtant, ils indiquent qu'il s'observe encore toute une noria de défis qui constituent un frein au développement de ce secteur. Ils citent entre autres la faible connexion à l'internet, le mauvais état des infrastructures routières, le manque de devises, le mauvais climat des affaires, l'instabilité politique, le faible budget alloué au ministère en charge du commerce, la lenteur administrative, etc.

Signalons que ces derniers indiquent que le partenariat entre le secteur public et le secteur privé s'avère nécessaire pour développer le commerce des services.

Jean Marie Vianney Niyongabo

## SOCIETE

## La pauvreté : facteur de diminution des dépenses festives

Les ménages burundais continuent à allouer, en moyenne, 8,37% de leurs budgets aux dépenses festives alors que plus de la moitié de la population, soit 51,15% est monétairement pauvre. Cela ressort du cahier n°20 du Centre Universitaire de Recherche pour le Développement Economique et Social (CURDES). Celui-ci convie à la réduction de telles consommations auxquelles il faudrait substituer l'épargne et l'investissement



Prof. Rédempteur Ntawiratsa : « Malgré leur situation de précarité, les ménages pauvres dépensent en moyenne 7, 7% de leurs budgets annuels dans les festivités ».

fêtes en semaine pour lutter contre la propagation du Covid-19. Cette décision gouvernementale ayant été maintenue après la suspension d'autres mesures de précaution prises contre cette maladie », rappelle-t-il avant de marteler qu'on peut présumer que le maintien de cette interdiction a pour finalité de réduire le temps consacré aux fêtes dont les préparatifs grignotent certainement sur la tranche horaire réservée au travail des ménages.

### Des cérémonies combinées

Prof. Ntawiratsa signale que les ayants droit ont décidé de combiner certaines cérémonies qui, jusqu'alors, étaient séparément organisées. C'est le cas de l'enterrement et de la levée de deuil partielle ou de la remise de dot, du mariage civil et religieux ainsi que de la levée de voile.

« Leur impact sur le fonctionnement de la société et, singulièrement, sur

les solidarités communautaires, augure d'un processus irréversible de dysfonctionnement des normes traditionnelles et d'une recomposition des contrats solidaires et sociaux. La crise de solidarité se conjugue désormais avec une logique utilitariste explicite à travers l'ère du donnant-donnant », explique Prof. Ntawiratsa.

Et d'annoncer : « Ce tiraillement de la société burundaise entre le respect de la tradition et le réalisme économique mérite un éclairage par l'économie du bonheur. Celle-ci est une branche de l'économie qui s'intéresse particulièrement aux déterminants du bonheur (le bonheur peut être appréhendé comme un complexe du bien-être à la fois physique, psychologique, intellectuel et social) ».

### L'importance d'être entouré par les personnes qu'on aime

Prof. Ntawiratsa notifie qu'à partir

d'un certain seuil de revenu, la qualité de la vie sociale a un impact plus durable sur la satisfaction qu'une augmentation de salaire. « Etre entouré de personnes que l'on aime semble très important et a un effet plus durable qu'une augmentation de revenus », renchérit-il.

Cependant, en dépit de l'attachement à la tradition, avise Prof. Ntawiratsa, la société burundaise est contrainte de réduire la part des dépenses festives dans les dépenses totales.

En d'autres termes, poursuit-il, les dépenses festives sont une fonction positive des revenus des ménages. La récente mesure du gouvernement interdisant les fêtes en semaine s'ajoutant à la programmation de plusieurs festivités le même jour semblent témoigner du crépuscule des temps anciens.

Prof. Ntawiratsa se demande ce qui justifie des dépenses festives dans l'une des économies les plus faibles de la planète. D'après lui, pourquoi même les monétairement pauvres consacrent-ils pas moins de 7,7% de leurs budgets aux dépenses festives ? Altruisme ou placement social déguisé ?

« Malgré leur situation de précarité, les ménages pauvres dépensent en moyenne 7, 7% de leurs budgets annuels dans les festivités même si un quart d'entre eux n'y consacrent aucune ressource. Les ménages aisés font un peu mieux avec 9, 08% en moyenne tandis que 25% d'entre eux n'y allouent qu'au plus 1, 45% », constate Prof. Ntawiratsa.

Il souligne que la part du budget consacré aux festivités diminue de 2, 3% si le ménage est monétairement pauvre. Les familles nombreuses consacrent légèrement plus de revenus aux festivités, soit 0, 8% de plus que les ménages de petite taille. Cela au moment où les chefs de ménage plus âgés affectent moins de ressources aux dépenses festives, soit 2, 28% de moins. Les ménages dirigés par les femmes accordent légèrement plus d'importance aux festivités que ceux dirigés par les hommes à concurrence de 0, 68% tandis que les ménages ruraux, réputés encore plus ancrés dans la tradition de solidarité, dépensent environ 4, 01% de plus que les citadins, à revenu égal.

Toutefois, reconnaît Prof. Ntawiratsa, la part du budget allouée aux festivités n'est aucunement influencée par le niveau d'instruction.

Il plaide en faveur de la réduction des dépenses indispensables auxquelles il faudrait partiellement substituer l'épargne et l'investissement. Et ce, en droite ligne du discours actuel des hautes autorités, faisant de l'entrepreneuriat un levier essentiel du développement économique en général et de l'autonomisation des jeunes et des femmes en particulier. L'une des qualités d'un bon entrepreneur étant d'être économe, il serait donc contradictoire d'encourager, même passivement, des consommations non indispensables compte tenu de la précarité de plus de la moitié des ménages burundais.

Mélance Maniragaba

## Les grossesses en milieu scolaire : « A luta continua »

Les cas de grossesses non désirées en milieu scolaire ont connu une légère diminution, passant de 0.19% au cours de l'année scolaire 2021-2022 à 0.16% au cours de l'année scolaire 2022-2023. La conjugaison des efforts de toutes les parties prenantes et l'inclusion des thèmes en rapport avec la santé sexuelle et reproductive dans les curricula sont entre autres les stratégies mises en œuvre pour lutter contre ce fléau.



Dans la société burundaise, parler de la Santé et au Bien-Etre des Adolescents et des Jeunes (ESBEAJ) est toujours considéré comme un tabou.

879 cas de grossesses en milieu scolaire, soit 0.16%, dont 343 au fondamental et 536 au post fondamental ont été enregistrés par le ministère en charge de l'éducation au cours de l'année scolaire 2022-2023. Ils étaient à 1019 au niveau national, soit 0.19% l'année scolaire précédente, dont 351 cas au fondamental et 668 cas au post fondamental.

Selon les statistiques émanant du rapport des données sur les grossesses des élèves du ministère de l'Education, les provinces les plus touchées sont Kayanza qui vient en tête avec 96 cas. Makamba occupe la deuxième position avec 83 cas et vient en troisième position la

province de Bururi avec 79 cas. Ces statistiques montrent que les cas de grossesses non désirées en milieu scolaire concernent beaucoup plus la tranche d'âge comprise entre 16 et 23 ans.

### Intégration de l'ESBEAJ dans les curricula

Cette légère diminution a été possible grâce à la conjugaison des efforts de toutes les parties prenantes dans ce domaine, mais aussi grâce aux programmes

et stratégies de lutte contre les grossesses des élèves mis en œuvre par le MENRS, selon toujours ce rapport.

Parmi les grandes stratégies utilisées figure l'intégration de l'Education à la Santé et au Bien-Etre des Adolescents et des Jeunes (ESBEAJ) dans les curricula dès la 4<sup>ème</sup> année fondamentale. Dans différents cours dispensés se trouvent des notions susceptibles d'éveiller la conscience des apprenants sur la lutte contre les grossesses en milieu scolaire. En

4<sup>ème</sup> année fondamentale par exemple, dans le domaine des langues figurent des chapitres qui parlent de l'égalité des genres. Là, l'accent est mis en grande partie sur le dialogue entre les jeunes et les adultes, dire non aux sollicitations sexuelles, etc. Dans le cours d'entrepreneuriat, les élèves apprennent comment la mauvaise gestion de la sexualité peut être un obstacle à la scolarisation et à la bonne réussite des affaires, pour ne citer que ceux-là.

En 8<sup>ème</sup> année fondamentale, dans le domaine des langues, des thèmes comme les conséquences des grossesses précoces, l'abstinence et la santé sexuelle et reproductive sont abordés. La rubrique « Notre corps » dans le domaine des Sciences et Technologies développe des thèmes comme le passage de l'enfance à l'adolescence (Transformations morphologique et physiologique et leur signification du point de vue de la reproduction), mais aussi la transmission de la vie, la planification des naissances pour les parents responsables, la puberté (Changements, sexualité et procréation), etc.

### Des avancées, mais aussi des défis

Dans le combat contre les grossesses non désirées en milieu scolaire, les stratégies mises en œuvre par le

ministère ayant l'éducation dans ses attributions sont confrontés à pas mal de défis. On citerait notamment ceux liés à la tradition burundaise qui considère la Santé et au Bien-Etre des Adolescents et des Jeunes (ESBEAJ) comme un tabou. Ce qui fait que certains parents ne s'impliquent pas dans la promotion d'un comportement sexuel responsable de leurs enfants. Il y a également le problème lié à la divergence d'opinions entre les différentes parties prenantes sur le contenu et l'approche méthodologique et la crainte d'une adhésion excessive des jeunes à la débauche.

Le faible niveau de maîtrise des notions et de la méthodologie de l'ESBEAJ par la majorité d'enseignants et des encadreurs de proximité constitue également un blocage dans cette lutte. Il faut également noter l'insuffisance des manuels sur l'ESBEAJ dans les écoles et également le manque d'études d'évaluation des programmes

Le rapport provisoire des données sur les grossesses en milieu scolaire (2022-2023) montre que la majorité des élèves, victimes des grossesses non désirées ne réintègrent pas l'école.

Florence Inyabuntu

## COMMERCE

### Commission sur la concurrence

## Vers la maîtrise de la concurrence déloyale ?

L'Association Burundaise des Consommateurs (ABUCO) et l'Association des Commerçants du Burundi (ACOBUR) se réjouissent de la mise en place de la commission de la concurrence. Elles indiquent qu'elle vient pour combattre la concurrence déloyale et les injustices souvent perpétrées par les commerçants telles que le fait d'exiger aux consommateurs d'acheter des produits dont ils n'ont pas besoin



Onésime Niyukuri, président de la commission : «la mise en place de la commission sur la concurrence témoigne la volonté du gouvernement de promouvoir le commerce en particulier et le développement en général»

L'Association des Consommateurs du Burundi (ABUCO) se réjouit de la mise en place de la commission sur la concurrence au Burundi.

Dans un atelier sur l'état des lieux de la mise en œuvre du cadre légal et réglementaire de la concurrence au Burundi organisé du 5 au 7 juin 2024, Pierre Nduwayo, président de cette association fait savoir que cette commission vient à point nommé, car elle va s'impliquer dans la protection des consommateurs qui ne cessent d'être exploités injustement par certains commerçants.

Ils sont quelquefois obligés d'acheter des produits dont ils n'ont pas besoin, déplore-t-il. L'exemple soulevé est le cas des commerçants des produits de la Brarudi.

Lors de l'approvisionnement, ils sont sommés d'acheter des cartons

de Fanta pour bénéficier des casiers de Primus et d'Amstel. Selon lui, ces commerçants doivent savoir qu'ils violent la loi sur la concurrence.

### Certains commerçants violent la loi sur la concurrence

Même réaction chez l'Association des Commerçants du Burundi (ACOBUR). Jean Samandari, président de cette association, fait remarquer que certains opérateurs économiques violent la loi sur la concurrence en pratiquant la concurrence déloyale.

Il espère qu'avec la mise en place de la commission sur la concurrence ces mauvaises attitudes seront maîtrisées.

### Quid de certaines recommandations formulées ?

D'autres participants audit atelier exigent que la commission sur la concurrence ait un budget suffisant en fonction de ses besoins pour qu'elle puisse bien vaquer à ses activités. De plus, ils recommandent qu'il y ait une sensibilisation sur ses missions, un renforcement des capacités de ses membres, qu'elle ait une autonomie de gestion, des équipements suffisants, un règlement d'ordre intérieur, un personnel permanent, ses procédures administratives et financières claires

Onésime Niyukuri, président de cette commission indique que la mise en place de la commission sur la concurrence témoigne la volonté du gouvernement de promouvoir

le commerce en particulier et le développement en général.

Il affirme que certains commerçants veulent s'accaparer de tout le marché. Ce qui constitue une pratique anti concurrentielle. Il promet de combattre tout cela avec la dernière énergie.

### Quid de la mission de la commission sur la concurrence ?

Selon lui, la commission qu'il chapeaute prévoit de réprimer toutes les pratiques anticoncurrentielles au niveau national.

Elle est chargée de proposer au ministre en charge du commerce des orientations dans divers domaines d'applications de la loi sur la concurrence.

Elle se prononce sur toute autre question en matière de concurrence et notamment sur toute réglementation économique ou administrative émanant des pouvoirs publics, y compris des collectivités locales autonomes ou des organismes auxquels l'Etat a délégué des pouvoirs.

Elle donne des avis à la demande des agences, des organes ou des autorités de régulation sectorielle sur les questions relevant de leur compétence. Elle les consulte lorsqu'elle est saisie de demandes d'avis ou de plaintes relatives aux conditions d'exercice de la concurrence dans lesdits secteurs.

Elle prononce des sanctions et des injonctions contre toute autre mesure de caractère

provisoire suivant une procédure contradictoire.

Elle donne des avis sur toute question relevant de sa compétence au gouvernement, aux commissions parlementaires, aux collectivités territoriales, aux syndicats, aux organisations des consommateurs agréées ainsi qu'aux chambres sectorielles de commerce et d'industrie.

Elle sert d'organe national de liaison avec la commission sur la concurrence du COMESA, de la Communauté Est Africaine ou tout autre organe d'intégration régionale.

### Elle présente aussi annuellement au ministre un rapport d'activité.

Niyukuri demande au gouvernement de mettre en place un texte de mise en œuvre de la loi sur la concurrence pour que la commission qu'il chapeaute travaille dans la transparence.

De plus, il précise que certaines dispositions de cette loi nécessitent d'être actualisées, car elle date de 2010. A titre illustratif, la loi sur la concurrence stipule que la commission sur la concurrence est composée de 9 membres. Pourtant, elle est composée de 11 membres qui proviennent des secteurs publics et privés ainsi que de la société civile.

Notons que la commission sur la concurrence a été mise en place au mois d'avril 2024.

Jean Marie Vianney Niyongabo

# STNB, un rôle clé dans la migration numérique au Burundi

La STNB (SOCIETE DE TELEDIFFUSION NUMERIQUE DU BURUNDI) est une entreprise burundaise, désignée par le gouvernement burundais comme l'organisme exclusivement autorisé à soutenir l'exploitation et la maintenance du réseau de Télévision Numérique Terrestre.

En tant qu'organisme autorisé à passer l'ensemble du pays de la réception télévisuelle analogique à la réception numérique, la devise nationale "Unité, Travail, Progrès" est ancrée dans les gènes de l'entreprise - promouvant la diffusion de l'information, le développement économique et culturel, promouvant la culture nationale burundaise, favorisant l'unité nationale et renforçant la cohésion nationale.

**STNB offre un divertissement abordable, accessible et complet**

Avec STNB, les familles burundaises peuvent profiter de 54 chaînes réparties en 3 bouquets, y compris les chaînes locales les plus populaires comme RTNB, BETV, REMA TV, et elles peuvent également accéder à des chaînes internationales de qualité, telles que FRANCE 24F, NINA TV F, FRANCE 2, PASSION TV, etc., ainsi que les chaînes premium de StarTimes, y compris ST World Football, ST NOVELA F PLUS, ST KIDS PLUS, ST SWAHILI.



Et les programmes sont diffusés en plusieurs langues, y compris le kirundi, le français, le swahili, l'anglais et le chinois. La plateforme offre tous les genres de contenus, allant des actualités, des sports, des films, des séries, des programmes pour enfants, de la musique, des documentaires, jusqu'à la religion.

Avec le début de ses opérations au Burundi, STNB propose maintenant une politique de prix avantageuse pour les spectateurs. Les clients recevront un décodeur et une antenne gratuits avec l'abonnement

de 2 mois au bouquet BAISC, soient 40.000FBu. De plus, RTNB et RTNB 2 seront gratuits.

**Une technologie numérique pratique pour la migration numérique**

La Télévision Numérique Terrestre (TNT) s'est avérée être une technologie numérique pratique pour la migration numérique en Afrique. La TNT permet de réduire l'utilisation du spectre, offre plus de capacité pour transmettre plus de

chaînes et une qualité d'image bien meilleure, ce qui signifie que plus de chaînes locales et internationales seront proposées aux clients par rapport aux signaux analogiques.

Contrairement au DTH, les signaux TNT ne seront pas affectés par les conditions météorologiques durant la saison des pluies, permettant aux gens de regarder la télévision numérique par tous les temps. Et sans les frais des services de satellite loués, la TNT fonctionne avec des coûts d'exploitation plus bas, offrant des services abordables aux

diffuseurs et aux clients.

En adoptant une technologie de télévision numérique terrestre avancée et de haute qualité, STNB va rapidement révolutionner le secteur de la télévision numérique tout en offrant une réception télévisuelle de qualité et abordable, permettant à chaque famille burundaise d'accéder à la télévision numérique, de regarder la télévision numérique, de profiter de la télévision numérique et de partager la beauté et le glamour de la télévision numérique.

## SPORT

# Eliminatoires du Mondial 2026 : le Burundi fait mieux contre le Kenya et les Seychelles

Au mois de juin 2024, le Burundi a affronté respectivement le Kenya et les Seychelles dans le cadre des éliminatoires du Mondial 2026. L'issue de ces deux rencontres a permis aux Hirondelles d'emporter quatre points grâce à une victoire et un nul. Ainsi, le Burundi est classé troisième du groupe F.

Dans le cadre des éliminatoires de la coupe du monde 2026, l'équipe nationale burundaise Intamba mu Rugamba a croisé de fer avec le Kenya le 7 juin 2024 au Malawi (Lilongwe) dans le stade Bingu National Stadium. L'issue de ce match n'a pas donné de vainqueur entre les deux équipes du groupe F. Elles se sont séparées sur le score d'un but partout (0-0). Le premier mi-temps s'est achevé sans qu'aucune équipe ne fasse trembler les filets de son adversaire (0-0). Tout s'est joué pendant la deuxième période du match. D'abord le Kenya a ouvert le score par le joueur Duke Abuya qui a marqué un but à la 72e minute.

Avec ce but, les Harambee Stars



Le match entre le Burundi et le Kenya s'est soldé par un score nul d'un but partout (1-1).

ont commencé à jubiler avant d'être surpris par les Hirondelles du Burundi. L'équipe kenyane s'est fait rattraper en fin de match par l'égalisation du Burundi avec un but marqué par Sudi Abdallah à la 85ème minute. Après ce match nul, le Kenya et le Burundi ont empoché un point chacun et se sont classés respectivement 3ème et 4ème du groupe F avec quatre points.

**Le Burundi dompte les Seychelles**

Mardi le 11 juin 2024, l'équipe nationale burundaise a joué contre les Seychelles au Maroc au stade municipal de Berkane. Le Burundi a gagné facilement ce match sur le score de trois buts à un (3-1). Les buts des Hirondelles ont été marqués par Sudi Abdallah (34ème minute) et Bienvenue Kanakimana qui

a marqué un doublé (62ème et 69ème minute). Pour les autres matchs du groupe F, le Kenya et la Côte-d'Ivoire ont fait match nul et vierge (0-0) alors que le Gabon a gagné le match contre la Gambie sur un score de trois buts à deux (3-2).

Pour l'instant, dans le classement du groupe F, la Côte-d'Ivoire vient en tête avec 10 points. Elle est suivie par le Gabon avec 9 points. Le Burundi occupe la troisième position avec

7 points. En bas du tableau se trouvent les Seychelles avec zéro points au compteur. Le prochain match du Burundi est prévu le 17 mars 2025 où il affrontera la Côte-d'Ivoire, le leader du groupe F

**Comprendre les matchs de qualification pour la Coupe du monde 2026 dans la zone Afrique**

La Coupe du monde 2026 se déroulera du 11 juin au 19 juillet 2026 dans trois pays différents : Canada, Etats-Unis et Mexique. Elle sera la première à rassembler 48 pays en phase finale, contre 32 pays lors des éditions précédentes. L'Afrique sera représentée par 9 ou 10 pays. Les équipes qui termineront en tête des groupes A, B, C, D, E, F, G, H et I seront directement qualifiées pour le Mondial 2026. Les quatre meilleurs deuxièmes de ces groupes s'affronteront dans un barrage au format demi-finales puis finale. Et le vainqueur de ce barrage africain affrontera un dernier barragiste international (issu de l'Amérique du Nord, Centrale et Caraïbes, de l'Amérique du Sud, de l'Asie ou l'Océanie).

Gilbert Nkurunziza



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE  
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR  
DES CADEAUX CUSTOMISÉS  
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,  
**HOPE DESIGN** VOUS PROPOSE  
DES GOURDES PERSONNALISÉES

